

SOCIAL *Les syndicats sont-ils aptes à répondre aux défis de la modernité ?*

Un art très français du blocage

par Yvon GATTAZ (1)

Encore une exception française peu flatteuse : notre pays détient, en Europe, le taux de syndicalisation des salariés le plus faible et le taux de blocage économique par les syndicats le plus important, surtout dans le secteur public.

Si les premiers syndicalistes ont été courageux et désintéressés au XIX^{ème} siècle pour défendre des ouvriers souvent analphabètes, aujourd'hui ils freinent ces accords pour conserver leurs prérogatives, si bien détaillées et chiffrées dans le livre **La dictature des syndicats**" (2). Or, les salariés français de 2003 ont une compréhension étonnante des problèmes économiques et savent négocier intelligemment avec leurs patrons. Les sondages sont tous concordants : pour défendre leurs intérêts, les salariés font plus confiance à leur patron qu'aux syndicats. La question est clairement posée : est-ce la fin du syndicalisme d'antan ? Et par quoi le remplacer ?

On le sait, ceux qui ont le courage d'aborder ce tabou sont taxés d'anti-syndicalisme primaire, puisque dans cette horreur il n'y aurait pas de secondaire et encore moins de supérieur. La France comporterait donc un million de patrons obtus qui sont cependant les seuls créateurs de richesses et d'emplois vrais.

.../

(1) Président d'ASMEP – Association des Moyennes Entreprises Patrimoniales

(2) Par Bernard ZIMMERN – Editions Albin Michel

On ose enfin attaquer de front la plus grande puissance cachée de la France, le syndicalisme, toujours tabou, encore sanctifié, éternellement intouchable, jouissant de façon incroyable d'une sorte d'immunité psychologique, morale, fiscale et même judiciaire. Ce n'est pas un état dans l'Etat. C'est une divinité dans l'Etat.

Si on peut moquer, décrier, ridiculiser les parlementaires, les ministres, le Chef de l'Etat, les policiers, les militaires, les enseignants, les patrons, les religieux et le Pape lui-même, on ne peut toucher à un cheveu d'un syndicaliste, ce qui, d'ailleurs, ne ferait rire personne. La sanctuarisation est profonde.

Le fonctionnement des syndicats français peut se résumer en leur principe de base, leur outil unique et leur méthode d'influence.

Le principe de base des syndicats est cette indestructible IAA, l'Irréversibilité des Avantages Acquis, érigée en dogme définitivement calcifié. Quelles que soient les circonstances politiques, économiques, financières ou humaines, on ne change rien, jamais rien, en contradiction avec tous les pays modernes dont l'adaptabilité est le maître-mot dans un monde en mutation de plus en plus rapide.

L'outil des syndicats est unique, et ce n'est pas à proprement parlé un outil pour construire, mais une arme pour détruire : la grève. On chiffre toujours par défaut les conséquences économiques des grèves. Elles sont terrifiantes. Combien d'entreprises en sont mortes ? Avec tous leurs emplois bien sûr. Finalement, tels syndicats ont préféré la disparition totale de Lip, de Manufrance et de beaucoup d'autres, à des réductions partielles d'effectifs.

.../

La méthode d'influence des syndicats est elle aussi d'une extrême simplicité et d'une redoutable efficacité : le TDN, le Taux De Nocivité. Quelle

influence pourrait avoir sur les pouvoirs publics un syndicat inoffensif ? Basé sur l'IAA et utilisant la grève dévastatrice, le TDN éclate au grand jour et fait trembler les décideurs. Le noyautage des services publics démontre l'effroyable efficacité de ce TDN.

Le Français peu concerné va sans doute poser cette question ingénue : pourquoi ces syndicats sont-ils soutenus par autant de nos compatriotes et si souvent par les media eux-mêmes

Il faut reconnaître que les syndicalistes sont intelligents et beaux parleurs, car cette voie est, pour les meilleurs, une forme plus rapide d'ascension sociale que le simple mérite professionnel en entreprise. Mais il est curieux de constater que les performances des entreprises sont inversement proportionnelles à leur taux de syndicalisation.

Sait-on que chez les professeurs et les policiers, l'avancement des fonctionnaires ne peut se faire qu'avec l'accord des syndicats et les manœuvres que crée ce parrainage ?

Certains s'étonneront que les patrons "humains" que nous tentons d'être, soient si hostiles aux syndicats. Mais c'est précisément parce que le syndicalisme est l'opposé de l'humain. L'humain privilégie la personne et les contacts chaleureux entre individus. Le social, mot commode et globalisateur, n'est que l'humain massifié. Et le syndical n'est que le social institutionnalisé, protégé, financé et souvent perverti.

.../

Il y a longtemps que je milite contre cette massification décérébrante et pour des accords d'entreprises entre hommes qui tentent de se comprendre.

Que parmi des syndicalistes planqués il y ait quelques salariés dévoués et désintéressés, c'est une évidence réconfortante, mais ces derniers méritent mieux que d'être embrigadés et de recevoir parfois des consignes politiques d'actions violentes, bien éloignées du soutien fraternel qu'ils souhaitent apporter à leurs camarades de travail.

Mes amis de bonne foi, trop indulgents pour les syndicalistes, souhaitent parfois des syndicats plus forts en France. Ils confondent force et responsabilités. Ce qui nous manque, ce sont des syndicats responsables moralement, civilement et pénalement. Forts et responsables, comme en Allemagne, les syndicats sont des interlocuteurs valables. Forts et irresponsables comme en Angleterre de 1945 à 1980, les syndicats ruinent un pays qui n'a été sauvé de la déroute économique que par la difficile victoire de Margareth Thatcher sur les Trade-Unions. Faibles et irresponsables, c'est le paysage désolant des syndicats français.

Notre position contre le syndicalisme français actuel va peut-être surprendre. Mais les patrons de progrès et de dialogue sont persuadés que le terrorisme syndical actuel freine le vrai dialogue social et empêche purement et simplement le dialogue humain, celui que nous appelons de nos vœux.

.../

L'étude comparative avec les systèmes étrangers de représentation des salariés et des accords d'entreprises est éloquent. Des mesures de bon sens s'imposent : suppression de l'incroyable monopole syndical vieux de cinquante ans ; limitation du droit de grève dans les "services" (ou prétendus tels) publics ; accords négociés avec les salariés eux-mêmes, le plus près possible de l'unité à taille humaine, l'entreprise.

L'essai de Bernard ZIMMERN est plus qu'un livre choc, plus qu'un livre événement. C'est un livre révolution.

La polémique qu'il va déclencher sera sans doute violente car on ne décroche pas si facilement les tableaux des saints des murs des cathédrales, mais elle sera peut-être la source d'une révolution si longtemps espérée.

